



NORMANDIE - SEINE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

29 MARS 2007

RAPPORT ANNEXE DU PRESIDENT

**CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE
MUTUEL DE NORMANDIE-SEINE**

Mesdames, Messieurs les sociétaires

En complément du rapport de gestion établi par le Conseil d'administration, je vous rends compte, dans le présent rapport annexe, des conditions de préparation et d'organisation des travaux de ce dernier ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Caisse régionale de Normandie-Seine.

Il est précisé que le présent rapport a été établi sur la base des travaux des Responsables du Contrôle Périodique, du Contrôle Permanent, du Contrôle de la Conformité, du Secrétariat général et de la Direction Financière, notamment.

Il a été finalisé sur la base de la documentation et des reportings disponibles au sein de la Caisse régionale au titre du dispositif réglementaire de contrôle interne. En outre, des échanges réguliers, portant sur le contrôle interne et les risques de la Caisse régionale, sont intervenus en cours d'exercice, entre le Président du Conseil d'administration, le Directeur Général, les Commissaires aux comptes et les responsables des fonctions de contrôle, au sein du Conseil d'administration d'une part (en particulier au moyen des présentations semestrielles et annuelle sur le contrôle interne et les risques), au sein du Comité d'Audit d'autre part.

Le présent rapport sera présenté au Conseil lors de sa séance du 23 février 2007.

I. PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

1. PRESENTATION DU CONSEIL

Composition du Conseil

Le Conseil comprend 24 administrateurs dont la durée du mandat est de quatre ans.

Le Conseil se renouvelle par quart chaque année.

Le Conseil sortant se compose ainsi

Monsieur AVRIL Jean-Pierre
Monsieur BAFFARD Charles
Monsieur BATAILLE Christian
Monsieur BUISSON Maurice
Monsieur CALLENS Denis
Monsieur COURVOISIER François
Monsieur DAVID Dominique
Monsieur DELACROIX François
Monsieur DELIVET Michel
Madame De WITASSE THEZY Catherine
Monsieur DUFOUR Noël
Monsieur GOUMENT Georges
Monsieur GUESDON Alain
Madame JADART Danielle
Monsieur LEFEBVRE Jean-Claude
Monsieur LEROY Bruno

Monsieur LETHROSNE Philippe
Monsieur LEVASSEUR Léon
Monsieur LHEUREUX Pascal
Madame LILLINI Catherine
Monsieur LOUE Dominique
Madame MARIE Dominique
Madame TOPSENT Françoise
Monsieur TREZEUX Jean-Pierre

Parmi le Conseil d'Administration, douze administrateurs sont ou ont été agriculteurs, cinq sont ou ont été dirigeants ou chefs d'entreprise, dont trois en activité, quatre administrateurs sont artisans ou commerçants, un administrateur est agent de la Fonction publique, un autre est cadre supérieur du secteur privé et un autre sans profession.

Les Administrateurs de la Caisse régionale ne peuvent rester en fonction au-delà de la date de l'assemblée générale qui suit leur 65^{ème} anniversaire.

Un Bureau du Conseil se réunit chaque mois le mardi précédent la réunion du Conseil d'Administration et est composé des membres suivants :

Monsieur LETHROSNE Philippe	Président
Monsieur LHEUREUX Pascal	1 ^{er} Vice-président
Monsieur TREZEUX Jean-Pierre	2 ^{ème} Vice-président
Madame LILLINI Catherine	3 ^{ème} Vice-président
Monsieur DELIVET Michel	
Monsieur GOUMENT Georges	
Monsieur LEVASSEUR Léon	
Madame TOPSENT Françoise	

Rôle et fonctionnement général du Conseil d'Administration

Informations générales

Le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Normandie-Seine s'est réuni à 12 reprises au cours de l'année 2006.

Préalablement à la tenue du Conseil, 8 à 10 jours avant, les administrateurs sont informés de l'ordre du jour.

Le Conseil a été régulièrement informé de la situation financière de l'entreprise lors de ses réunions et plus particulièrement lors des réunions des mois de janvier, février, avril, juillet, octobre et décembre. Les commissaires aux comptes sont intervenus lors des réunions du Conseil d'administration de janvier, février et juillet et ont présenté une synthèse de leurs travaux de révision des comptes.

Le taux moyen d'assiduité des administrateurs aux séances du Conseil est proche de 86%.

Les principes et les règles arrêtés pour déterminer l'indemnité compensatrice de temps passé du Président de la Caisse régionale sont fixés dans le cadre établi par l'article L 512-36 du Code monétaire et financier. Ils s'inscrivent également dans le cadre des recommandations de la Fédération nationale de Crédit Agricole. Le Président bénéficie du régime de retraite à

prestations définies des présidents de Caisse régionales, ainsi que d'un avantage en nature portant sur un véhicule de fonction.

Les indemnités de temps passés aux administrateurs sont déterminées dans les limites fixées par les recommandations de la Fédération Nationale du Crédit Agricole, applicables à l'ensemble des Caisses Régionales, et font l'objet d'une résolution chaque année de l'Assemblée générale.

Conformément à la Convention Collective des Cadres de Direction de Caisses régionales :

- la rémunération du Directeur Général comprend une partie fixe, définie conventionnellement sur la base d'un nombre de points, ainsi qu'une partie variable,
- les avantages en nature du Directeur Général portent sur un logement et un véhicule de fonction.

En outre, le Directeur général bénéficie du régime de retraite supplémentaire à prestations définies des cadres de direction des Caisse régionales.

Il existe un règlement intérieur rappelant les caractéristiques essentielles des rôles du Conseil d'administration et du Directeur général ainsi que les règles de limitation de mandats applicables tant au Président qu'au Directeur général.

Les membres du Conseil d'administration ainsi que ceux de la Direction générale respectent les règles de la charte déontologique en vigueur dans l'entreprise et s'engagent à s'abstenir d'intervenir, à certaines périodes, notamment sur les titres émis par la Caisse régionale tant à l'achat qu'à la vente.

Conventions « réglementées » et « dites déclarables »

Conventions réglementées

Les conventions autorisées et conclues au cours des exercices antérieurs, essentiellement les conventions de rémunérations avec les Caisses Locales se sont poursuivies au cours du dernier exercice.

Conventions dites déclarables

Il s'agit des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales et significatives pour l'une des parties soit en raison de leur objet soit en raison de leur implication financière.

La procédure d'autorisation préalable applicable aux cas des prêts sollicités par les administrateurs, ou par les sociétés et entités au sein desquelles ils exercent des responsabilités d'administration ou de direction, a été respectée. Les administrateurs concernés n'ont ni participé aux délibérations ni pris part aux votes relatifs à ces opérations.

Le Conseil a été régulièrement informé des demandes de prêts déposées, les a examinées puis leur ayant donné une suite favorable les a soumises à Crédit agricole SA, conformément aux dispositions de l'article 512-38 du Code monétaire et financier.

Conformément aux dispositions légales, ces conventions ont été transmises aux Commissaires aux comptes qui présenteront leur rapport spécial sur ce point, à l'Assemblée Générale.

2. PRESENTATION DU COMITE D'AUDIT

Le Comité d'audit a été mis en place au sein de la Caisse régionale en janvier 2004 afin de permettre un échange libre, hors la présence de la Direction générale, entre les commissaires aux comptes, les responsables de contrôle interne et l'Organe délibérant.

Il est présidé par le Président du Conseil d'administration et se compose des personnes suivantes :

- les membres du Bureau du Conseil d'administration,
- les Commissaires aux comptes,
- les responsables du Contrôle interne (Responsable du Contrôle périodique, Responsable du Contrôle permanent et Responsable du Contrôle de la conformité).

Le Comité d'audit est notamment chargé, sous la responsabilité du Conseil d'administration :

- de s'assurer de la clarté des informations fournies et de porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées par la Caisse régionale,
- de vérifier que sont définies des procédures de contrôle interne, d'examiner le plan d'audit et de porter une appréciation sur la qualité du contrôle interne.

Il s'est, durant l'exercice 2006, réuni à 3 reprises (17 janvier, 7 février et 12 septembre). Ces 3 séances ont été consacrées à :

- un approfondissement et à des précisions apportées par les commissaires aux comptes sur les changements de méthodes comptables et les principes et règles retenus en matière de provisionnement,
- la présentation de l'organisation des travaux à conduire suite à la mission d'inspection conduite fin 2005 par Crédit Agricole SA ainsi que celle du plan d'actions détaillé que s'est fixée la Caisse régionale,
- un bilan complet, quantitatif et qualitatif, du contrôle interne portant sur l'exercice 2005 et le 1^{er} semestre 2006,
- la présentation de l'organisation des fonctions de contrôle mise en place dans la Caisse régionale en réponse aux obligations du CRBF 97-02 modifié.

Ces travaux n'ont fait apparaître aucune différence d'appréciation avec les informations et décisions présentées par la Direction Générale.

3 POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DELEGATION AU DIRECTEUR GENERAL

Conformément à la loi sur la coopération et aux statuts, le Conseil d'administration a tous les pouvoirs pour agir au nom de la Caisse régionale et faire ou autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet social. Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs.

Dans le cadre des missions qu'il a confiées au Directeur Général, le Conseil d'administration lui a conféré l'ensemble des pouvoirs nécessaires à la gestion et au fonctionnement de la Caisse régionale, et ce dans le cadre des politiques et budgets approuvés. Le Directeur Général rend compte de l'exercice de ses pouvoirs au Conseil d'administration (pour ce qui est essentiel), au Bureau du Conseil ou au Président.

* * * *

II. PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

Définition du dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est défini, au sein du Groupe Crédit Agricole, comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature et permettant la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations. Cette définition et les principes qui en découlent sont en cohérence avec les travaux du groupe de Place menés sous l'égide de l'AMF.

Ce dispositif et ces procédures comportent toutefois les limites inhérentes à tout dispositif de contrôle interne, du fait notamment d'insuffisances de procédures ou de systèmes d'information, de défaillances techniques ou humaines.

Il se caractérise donc par les objectifs suivants :

- performance financière, par l'utilisation efficace et adéquate des actifs et ressources du Groupe ainsi que la protection contre les risques de pertes,
- connaissance exhaustive, précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques,
- conformité aux lois et règlements et aux normes internes,
- prévention et détection des fraudes et erreurs,
- exactitude, exhaustivité des enregistrements comptables et établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

Les dispositifs mis en œuvre dans cet environnement normatif procurent d'ores et déjà un certain nombre de moyens, d'outils et de reportings au Conseil, à la Direction Générale et au management notamment, permettant une évaluation de la qualité des dispositifs de contrôle interne mis en œuvre et de leur adéquation (système de contrôle permanent et périodique, rapports sur la mesure et la surveillance des risques, plans d'actions correctrices, ...).

Il est rappelé que le dispositif de contrôle interne, mis en œuvre par la Caisse régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine, s'inscrit dans un cadre de normes et de principes rappelés ci-dessous et déclinés d'une façon adaptée aux différents niveaux du Groupe Crédit Agricole afin de répondre au mieux aux obligations réglementaires propres aux activités bancaires.

1. TEXTES DE REFERENCE EN MATIERE DE CONTROLE INTERNE

Références internationales, émises notamment par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire

Il s'agit des « Principes fondamentaux pour un contrôle interne efficace » (Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, septembre 1997).

Références légales et réglementaires

Il s'agit :

- du code monétaire et financier, notamment, en matière de contrôle interne, son article L. 511-41,
- du règlement CRBF 97-02 modifié relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, pris en application de l'article précité, homologué par les arrêtés du Ministre des Finances du 11 mars 1997 et du 24 juillet 2001,
- de l'ensemble des textes réglementaires relatifs à l'exercice des activités bancaires et financières (recueil établi par la Banque de France et le CCLRF),
- du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Références propres au Crédit Agricole

Il s'agit :

- des recommandations du Comité Plénier de Contrôle Interne des Caisses Régionales : mise en œuvre du règlement 97-02 modifié par l'arrêté du 31 mars 2005, relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, au sein des Caisses régionales,
- du Corpus et procédures relatives notamment à la comptabilité (Plan comptable du Crédit agricole), à la gestion financière, aux risques et aux contrôles permanents,
- Charte de déontologie du groupe Crédit Agricole.

Références propres à la Caisse régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine

Ce sont :

- la Charte de Contrôle interne,
- le corps de procédures complet,
- le règlement intérieur, applicable depuis mars 2002, auquel est annexée la Charte de déontologie à l'usage des personnes occupant des fonctions sensibles,
- la Charte Internet et la Charte de la messagerie.

Ces documents sont intégrés à la documentation électronique de la Caisse régionale, accessible par tous les collaborateurs.

2. PRINCIPES D'ORGANISATION DU DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

Principes fondamentaux

Les principes d'organisation et les composantes des dispositifs de contrôle interne de la Caisse régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine et communs à l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole sont :

- la couverture exhaustive des activités et des risques,
- la responsabilité de l'ensemble des acteurs,
- une définition claire des tâches,
- une séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle,
- des délégations formalisées et à jour,
- des normes et procédures, notamment comptables et de traitement de l'information, formalisées et à jour,

- des systèmes de mesure des risques et des résultats,
- des systèmes de surveillance et de maîtrise des risques,
- un système de contrôle, comprenant des contrôles permanents (dits de « 1^{er} » et « 2^{ème} » degrés) et des contrôles périodiques (3^{ème} degré).

Pilotage du dispositif

Afin de veiller à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne et au respect des principes énoncés ci-dessus sur l'ensemble du périmètre de contrôle interne de la Caisse régionale de Normandie-Seine, trois responsables distincts du Contrôle Périodique (Audit-Inspection), du Contrôle Permanent et du Contrôle de la Conformité ont été désignés (PV du Conseil du 24 mars 2006, lettre à l'Organe central du 22 mars), dans le cadre des récentes évolutions réglementaires (arrêté du 31 mars 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006). Les Responsables du Contrôle Périodique et du Contrôle Permanent sont directement rattachés au Directeur général de la Caisse régionale et rapportent notamment à son Conseil d'administration.

Rôle de l'organe délibérant : Conseil d'Administration

L'organe délibérant est informé de l'organisation, de l'activité et des résultats du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux risques encourus par l'entreprise. A ce titre, il décide et valide les limites globales fixées en tant que niveaux acceptables de ces risques. Les niveaux d'utilisation de ces limites lui sont ensuite régulièrement communiqués.

Il approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne. En outre, il est informé, au moins deux fois par an, par la Direction Générale et par les trois responsables des fonctions de contrôle de l'activité et des résultats du contrôle interne.

Le Conseil se fait assister dans ses travaux par le Comité d'audit, comme indiqué ci-avant.

Outre les informations qui lui sont régulièrement transmises, il dispose du rapport annuel sur le contrôle interne qui lui est systématiquement communiqué, conformément à la réglementation bancaire et aux principes du Groupe Crédit agricole.

Bilan des travaux du Conseil

Lors de la réunion du 20 janvier 2006 les comptes annuels ont été approuvés par le Conseil en présence des Commissaires aux comptes.

L'activité du contrôle interne, permanent et périodique, a, en 2006, été analysée à 3 reprises :

- le 17 février, date où a été passé en revue le plan d'actions de la Caisse régionale suite à la mission conduite en 2005 par l'Inspection générale (IGL) de Crédit agricole SA,
- le 24 mars, séance au cours de laquelle ont été présentés le rapport annuel du contrôle interne ainsi que le rapport détaillé de la mission IGL,
- 22 septembre enfin, où a été réalisé un point intermédiaire de contrôle interne et un point d'avancement du plan d'actions IGL.

Le rapport annuel sur le contrôle interne relatif à l'exercice 2006 sera présenté au Conseil d'administration du 27 avril 2007 et transmis aux Commissaires aux comptes.

La politique financière de la Caisse régionale, les risques de taux ainsi que la politique de gestion des fonds propres et de placement de leurs excédents ont été présentés et approuvés par le Conseil lors des réunions des 24 mars, 21 juillet et 22 décembre 2006.

Les résultats financiers intermédiaires ont été analysés lors des réunions des 28 avril, 21 juillet et 20 octobre 2006. L'arrêté des comptes intermédiaires semestriels a été approuvé le 21 juillet en présence des commissaires aux comptes.

La réunion du 24 mars 2006 a été principalement consacrée à la présentation du rapport définitif établi par la mission d'Inspection générale de Crédit agricole SA, mettant en évidence le constat que la Caisse régionale était désormais une entreprise qui après la fusion survenue en 2001 puis la migration informatique en 2003 avait stabilisé son fonctionnement interne tout en maîtrisant ses charges et en confortant sa situation financière.

Lors de chaque réunion du Conseil, à l'exception de celle du 3 mai 2006 consacrée à l'élection du Président et des membres du bureau, il a été fait un point sur l'activité commerciale de la Caisse régionale.

Le Conseil du 30 juin 2006 a été notamment consacré à la présentation et à l'adoption de la politique de marge sur le crédit habitat, des politiques de financement et de la politique de division et de partage des risques.

Les orientations, les objectifs majeurs et les actions prioritaires pour l'année 2007 ont été présentés par le Directeur Général et approuvés par le Conseil du 20 octobre.

La réunion du 24 novembre a notamment été consacrée à la présentation de la politique informatique de la Caisse régionale ainsi qu'à l'adoption des propositions d'accompagnement financier du développement international du groupe Crédit Agricole.

Enfin, lors de la réunion du 22 décembre 2006 les prévisions d'activités et les budgets 2007 ont été présentés et approuvés.

Rôle de l'organe exécutif : la Direction générale

Le Directeur général est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant.

Le Directeur général définit l'organisation générale de l'entreprise et s'assure de sa mise en œuvre efficiente par des personnes compétentes. En particulier, il fixe clairement les rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et lui attribue les moyens adéquats.

Il veille à ce que des systèmes d'identification et de mesure des risques, adaptés aux activités et à l'organisation de l'entreprise, soient adoptés. Il veille également à ce que les principales informations issues de ces systèmes lui soient régulièrement rapportées.

Il s'assure que le dispositif de contrôle interne fait l'objet d'un suivi permanent, destiné à vérifier son adéquation et son efficacité. Il est informé des principaux dysfonctionnements que le dispositif de contrôle interne permet d'identifier et des mesures correctrices proposées.

Trois Comités assistent, dans ce cadre, le Directeur général :

- le Comité de Contrôle Interne, qu'il préside, comité mis en place en janvier 2006, qui se réunit - a minima - trimestriellement et supervise l'ensemble des dispositifs et travaux de contrôle interne,
- le Comité Risques et Conformité,
- le Comité Risques et Provisions.

Les comptes-rendus des travaux de ces 3 Comités sont communiqués au Président.

Contrôle interne consolidé : Caisses locales et filiales

Conformément aux principes du Groupe Crédit Agricole, le dispositif de contrôle interne de la Caisse régionale de Crédit agricole de Normandie-Seine s'applique sur un périmètre large visant à l'encadrement et à la maîtrise des activités et à la mesure et à la surveillance des risques sur base consolidée.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine s'assure de l'existence d'un dispositif adéquat au sein de chacune de ses filiales porteuses de risques :

- GIE informatique Comète,
- Centrale Titres CA-Titres,
- Centrale Assurances ATT ICA,
- Vauban Finances, société de capital risque,

afin de permettre une identification et une surveillance consolidée des activités, des risques et de la qualité des contrôles au sein de ces filiales, notamment en ce qui concerne les informations comptables et financières.

Le périmètre de contrôle interne comprend également l'ensemble des Caisses locales affiliées (cf. liste nominative en annexe au présent rapport), pour lesquelles des diligences analogues sont réalisées. L'organisation et le fonctionnement des Caisses locales sont étroitement liés à la Caisse régionale et contrôlés par celle-ci. L'ensemble constitué de la Caisse régionale et des Caisses locales affiliées bénéficie d'un agrément collectif en tant qu'établissement de crédit. Le présent rapport concerne donc à la fois la Caisse régionale de Normandie-Seine et les Caisses locales affiliées.

3. DESCRIPTION SYNTHETIQUE DU DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE ET DE MAITRISE DES RISQUES AUXQUELS EST SOUMIS L'ENTREPRISE

a) Mesure et surveillance des risques

La Caisse régionale de Normandie-Seine met en œuvre des processus et dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise de ses risques (risques de contrepartie, de marché, de placement et d'investissement, de taux d'intérêt global, de liquidité, opérationnels) adaptés à ses activités, ses moyens et à son organisation et intégrés au dispositif de contrôle interne. Ces dispositifs ont fait l'objet d'un renforcement dans le cadre de la démarche du Groupe Crédit agricole de préparation de l'entrée en vigueur du nouveau ratio international de solvabilité « Bâle II ».

Les principaux facteurs de risques auxquels est exposée la Caisse régionale de Normandie-Seine, à savoir risques de contrepartie, de marché, de placement et d'investissement, de taux

d'intérêt global, de liquidité et risques opérationnels, font l'objet d'un suivi particulier. En outre, les principales expositions en matière de risques de crédit bénéficient d'un mécanisme de contre-garantie interne au Groupe.

Pour les principaux facteurs de risque mentionnés ci-dessus, la Caisse régionale de Normandie-Seine a défini de façon précise et revoit au minimum chaque année les limites et procédures lui permettant d'encadrer, de sélectionner a priori, de mesurer, surveiller et maîtriser les risques.

Ainsi, pour ces principaux facteurs de risques, il existe un dispositif de limites qui comporte :

- d'une part, des limites globales et des règles de division des risques formalisées sous la forme de politiques. Ces limites, établies en référence aux fonds propres et/ou aux résultats de la Caisse régionale de Normandie-Seine, ont été validées par l'organe exécutif et présentées à l'organe délibérant,
- d'autre part, des limites opérationnelles (contreparties et groupes de contreparties) cohérentes avec les précédentes, accordées dans le cadre de procédures strictes : décisions sur la base d'analyses formalisées, notations, délégations, lorsqu'elles atteignent des montants ou des niveaux de risque le justifiant.

Ce dispositif établit que le total des engagements pondérés ne doit pas dépasser deux fois le montant des fonds propres de la Caisse Régionale et que le montant des engagements sur une même contrepartie du marché des Entreprises doit être inférieur à 10 millions d'euros pondérés, soit 10 % du RBE d'activité de la Caisse régionale.

La Caisse régionale de Normandie-Seine mesure ses risques de manière exhaustive et précise, c'est-à-dire en intégrant l'ensemble des catégories d'engagements (bilan, hors bilan) et des positions, en consolidant les engagements sur les sociétés appartenant à un même groupe, en agréant l'ensemble des portefeuilles et en distinguant les niveaux de risques. Dans ce cadre, les mesures réalisées au 31 décembre 2006 concernant la politique de division des risques, montrent que le total des engagements ne représente que 31,5 % de la limite totale (double des fonds propres) et que l'ensemble des contreparties, à l'exception d'une seule, s'inscrit en deçà du plafond de 10 M€ d'encours pondérés.

Ces mesures sont complétées d'une évaluation régulière basée sur des « scénarios catastrophes », appliqués aux expositions réelles et aux limites.

Les méthodologies de mesure sont documentées et justifiées. Elles sont soumises à un réexamen périodique afin de vérifier leur pertinence et leur adaptation aux risques encourus.

La Caisse régionale de Normandie-Seine assure la maîtrise des risques engagés. Cette surveillance passe par un suivi permanent des dépassements de limites et de leur régularisation, du fonctionnement des comptes, par une revue périodique semestrielle des principaux risques et portefeuilles, portant en particulier sur les « affaires sensibles », et par une révision au moins annuelle de tous les autres. La correcte classification des créances fait l'objet d'un examen mensuel au regard de la réglementation en vigueur (créances douteuses notamment). L'adéquation du niveau de provisionnement aux niveaux de risques est mesurée à intervalles réguliers par le Comité Risques et Provisions.

Les anomalies identifiées, les classifications comptables non conformes ainsi que les cas de non respect des limites globales sont rapportés aux niveaux hiérarchiques appropriés (Comité Risques et Provisions et Comité de Direction).

b) Dispositif de contrôle permanent

Des contrôles permanents opérationnels sont réalisés au sein des services, unités, directions et métiers, sur la base des manuels de procédures décrivant les traitements à réaliser ainsi que les contrôles afférents. Ils portent notamment sur le respect des limites, de la politique « risque », des règles de délégation, sur la validation des opérations et leur correct dénouement.

Dans le cadre de la mise en œuvre des modifications du règlement 97-02 sur le contrôle interne, des unités spécialisées de contrôle permanent de dernier niveau, indépendantes des unités opérationnelles, intervenant sur les principales familles de risques encourus par la Caisse régionale, sont regroupées sous l'autorité du Responsable du Contrôle Permanent. Un Responsable du Contrôle de la Conformité est rattaché à celui-ci.

Les points à contrôler sont définis à l'aide d'une démarche de type « cartographie des risques », exhaustivement recensés et régulièrement actualisés.

Les résultats des contrôles sont formalisés par le biais de fiches de contrôle et font l'objet d'un reporting de synthèse périodique au niveau hiérarchique adéquat (Comité de Direction et Directeurs de groupe). Les responsables des fonctions de contrôle sont également destinataires des principaux reportings et il en est fait un compte rendu dans le rapport de contrôle interne destiné au Conseil d'administration, à Crédit Agricole S.A., aux Commissaires aux comptes, et à la Commission bancaire. Les anomalies détectées par ces moyens font l'objet de plans d'actions correctrices.

L'extension du dispositif aux deux services non encore couverts (Communication/publicité et Approche commerciale des Particuliers) est prévue pour 2007 et la mise à jour de certaines procédures doit être effectuée. Dans le cadre d'une démarche Groupe, un plan d'actions sera mis en place en 2007 visant à renforcer encore le dispositif de contrôle permanent de la Caisse régionale.

Les procédures et les contrôles portent également sur les Caisses locales affiliées, dans le cadre du pouvoir général de tutelle exercé par la Caisse régionale sur leur administration et leur gestion, en ce qui concerne :

- la distribution de crédits,
- l'activité de cautionnement,
- le fonctionnement statutaire de la Caisse locale,
- l'animation de la vie locale,
- la souscription de parts sociales.

Les contrôles de premier degré sont assurés par le Directeur d'agence concerné, en qualité de Secrétaire de la Caisse locale du ressort de l'agence. Les contrôles de deuxième degré sont réalisés par les services compétents de la Caisse régionale.

c) Des dispositifs de contrôle interne particuliers

recouvrent :

- les systèmes d'informations, pour lesquels des procédures et contrôles visent à assurer un niveau de sécurité satisfaisant. Une mesure du niveau de sécurité est régulièrement réalisée et les insuffisances relevées font l'objet de plans d'améliorations,
- le déploiement et le test de plans de continuité d'activités, intégrant les plans de secours informatiques, en application du règlement CRBF 2004-02 et les actions menées en lien avec les travaux issus de la « cartographie des risques » dans le cadre de la mise en oeuvre du dispositif « Bâle II »,

- l'encadrement des prestations de services « essentielles » externalisées, pour lequel une actualisation des contrats de sous-traitance et une mise à niveau des procédures de contrôle ont été engagées,
- la prévention et le contrôle des risques de non-conformité aux lois, règlements et normes internes relatives notamment aux activités de services d'investissement, à la prévention du blanchiment de capitaux et la lutte contre le financement du terrorisme. Des moyens spécifiques d'encadrement et de surveillance des opérations sont mis en œuvre : formation du personnel, adoption de règles écrites internes, accomplissement des obligations déclaratives vis-à-vis des autorités de tutelle. Ces dispositifs font l'objet d'un suivi renforcé par le Responsable du Contrôle de la Conformité de la Caisse régionale, sous la coordination de la Direction de la Conformité de Crédit Agricole S.A. Des axes d'amélioration ont été identifiés et font l'objet d'un plan de mise en conformité.

d) Dispositif de contrôle interne de l'information comptable et financière

La Direction comptable et financière de la Caisse régionale assure la responsabilité de l'élaboration de ses états financiers (comptes individuels et comptes consolidés) et de la transmission à Crédit Agricole S.A. des données collectées, nécessaires à l'élaboration des comptes consolidés du Groupe Crédit agricole.

La Caisse régionale se dote, conformément aux recommandations du Groupe en matière de contrôle permanent, des moyens de s'assurer de la qualité des données comptables et de gestion transmises au Groupe pour les besoins de la consolidation, notamment sur les aspects suivants : conformité aux normes applicables, concordance avec les comptes individuels arrêtés par son organe délibérant, réconciliation des résultats comptables et de gestion.

Le contrôle permanent de dernier niveau de l'information comptable et financière est assuré par une équipe dédiée, rattachée hiérarchiquement au Responsable du Contrôle Permanent de la Caisse régionale.

Une charte du contrôle comptable, adoptée le 13 avril 2006 en Comité Risques et Conformité, définit notamment le périmètre de couverture des contrôles, les rôles et responsabilités au sein de la Caisse (Direction Financière, Comptabilité Générale, centres comptables décentralisés), les procédures d'organisation et de fonctionnement des contrôles permanents (niveaux de contrôle, contenu et périodicité des reportings, relations avec les autres fonctions de contrôle).

Le dispositif de contrôle comptable est complété par l'approbation des comptes des Caisses régionales réalisée par Crédit Agricole S.A. en application de l'article R 512-11 du Code monétaire et financier préalablement à leur Assemblée générale ainsi que par les contrôles de cohérence réalisés dans le cadre du processus de consolidation.

La documentation de l'organisation des procédures et des systèmes d'information concourant à l'élaboration et au traitement de l'information comptable est assurée par le livre des procédures comptables de la Caisse régionale.

L'information financière publiée par la Caisse régionale s'appuie pour l'essentiel sur les données comptables mais également sur des données de gestion.

La Caisse régionale établit des comptes individuels et consolidés selon les normes comptables du Groupe Crédit Agricole, diffusées par la Direction de la Comptabilité et de la Consolidation de Crédit Agricole SA.

La Caisse régionale met en œuvre les systèmes d'information comptable, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par Crédit Agricole SA, lui permettant d'élaborer les données dans les conditions de sécurité satisfaisantes.

Lorsque les données publiées ne sont pas directement extraites des informations comptables, il est fait généralement mention des sources et de la définition des modes de calcul afin d'en faciliter la compréhension.

Les données de gestion publiées par la Caisse régionale, font l'objet d'une réconciliation avec les données comptables et sont établies selon des méthodes et des modes de calcul permettant d'assurer la comparabilité dans le temps des données chiffrées.

Les objectifs du contrôle permanent comptable visent à s'assurer de la couverture adéquate des risques majeurs, susceptibles d'altérer la qualité de l'information comptable et financière et sont présentés ci-dessous :

- conformité des données au regard des dispositions légales et réglementaires et des normes du Groupe Crédit agricole,
- fiabilité et sincérité des données, permettant de donner une image fidèle des résultats et de la situation financière de la Caisse régionale et des entités intégrées dans son périmètre de consolidation,
- sécurité des processus d'élaboration et de traitement des données, limitant les risques opérationnels, au regard de l'engagement de la Caisse sur l'information publiée,
- prévention des risques de fraudes et d'irrégularités comptables.

Pour répondre à ces objectifs, la Caisse régionale a, en 2006, poursuivi les travaux d'évolution du contrôle permanent comptable, afin de dimensionner le dispositif en conséquence :

- cartographie des risques opérationnels étendue aux processus comptables et couvrant les risques de fraudes,
- mise en place de fiches de comptes par l'ensemble des comptabilités auxiliaires,
- instauration de nouveaux contrôles liés aux transactions sensibles et aux évolutions de la réglementation,
- poursuite des contrôles dans les comptabilités décentralisées selon le planning défini. Sur ce dernier point, le contrôle permanent comptable a, en 2006, conduit 10 missions de contrôle, en particulier sur les domaines suivants : trésorerie, provisions, normes comptables IFRS, utilisation des comptes de passage.

Le contrôle comptable de dernier niveau s'appuie sur l'évaluation des risques et des contrôles des processus comptables gérés par les services opérationnels :

- contrôles de la comptabilité de 1^{er} degré assurés par les centres comptables décentralisés, rattachés aux Directions Métiers de la Caisse,
- contrôles de 2^{ème} degré exercés par la Direction Comptable et Financière.

Cette évaluation doit permettre au Responsable du Contrôle permanent de la Caisse régionale la définition d'éventuelles actions correctives, à engager au niveau des opérations et de l'organisation des contrôles afin de renforcer, si besoin, le dispositif d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière.

Le Responsable du Contrôle permanent rend compte périodiquement au Directeur général de la Caisse régionale de l'avancement des travaux du contrôle permanent comptable et d'évaluation du dispositif de contrôle permanent comptable en place dans l'entité.

Conformément aux normes professionnelles en vigueur, les commissaires aux comptes mettent en œuvre les diligences qu'ils jugent appropriées sur l'information comptable et financière publiée :

- audit des comptes individuels et des comptes consolidés,
- examen limité des comptes consolidés semestriels,
- lecture d'ensemble des supports de présentation de l'information financière publiée.

Dans le cadre de leur mission légale, les commissaires aux comptes présentent au Conseil d'administration de la Caisse régionale les conclusions de leurs travaux.

e) Contrôle périodique (Audit-Inspection)

Le service Audit-Inspection, désormais recentré sur des missions de contrôle périodique (3^{ème} degré), en application du règlement 97-02 modifié, et indépendant des unités opérationnelles, intervient sur la Caisse régionale (siège et réseaux) mais aussi sur toute entité relevant de son périmètre de contrôle interne.

Les missions d'audit sont réalisées par des équipes dédiées, selon des méthodologies formalisées, conformément à un plan annuel validé par la Direction générale.

Les missions visent à s'assurer du respect des règles externes et internes, de la maîtrise des risques, de la fiabilité et de l'exhaustivité des informations et des systèmes de mesure des risques. Elles portent en particulier sur les dispositifs de contrôle permanent et de contrôle de la conformité.

Le plan annuel d'audit s'inscrit dans un cycle pluriannuel, visant à l'audit régulier et selon une périodicité aussi rapprochée que possible, de toutes les activités et entités du périmètre de contrôle interne.

En 2006, le service Audit Inspection a conduit 14 missions réparties de la façon suivante :

- 9 audits d'agences traditionnelles (représentant un ensemble de 29 bureaux),
- un audit de Centre d'affaires Entreprises,
- l'audit de sa filiale Monética, en charge du recouvrement des transactions de paiement par carte,
- 3 audits de process internes : la conformité des ouvertures de comptes-titres et des opérations titres réalisées sur les différents marchés, la conformité, la sécurité et l'efficacité du process Assurances dommages, la sécurité enfin des procédures relatives à l'utilisation des cartes de retrait-minute.

Les missions réalisées auprès des agences mettent en évidence :

- une bonne conformité, aux réglementations et procédures, du traitement des opérations d'arrière-guichet, de la lutte anti-blanchiment et des ouvertures de comptes aux Particuliers,
- des progrès significatifs en matière de conformité des dossiers de crédit,
- mais aussi des marges de progression au plan du respect des procédures de gestion des caisses, des règles de délégations et des principes d'archivage des contrats.

Les missions réalisées par le service d’Audit-Inspection, ainsi que par l’Inspection Générale Groupe ou tout audit externe (autorités de tutelle, cabinets externes) font par ailleurs l’objet d’un dispositif formalisé de suivi. Pour chacune des recommandations formulées à l’issue de ces missions, ce dispositif permet de s’assurer de l’avancement des actions correctrices programmées, mises en œuvre selon un calendrier précis, en fonction de leur niveau de priorité.

* * *

Conformément aux modalités d’organisation communes aux entités du Groupe Crédit Agricole, décrites ci-avant, et aux dispositifs et procédures existants au sein de la Caisse régionale de Crédit agricole de Normandie-Seine, le Conseil d’administration, la Direction générale et les composantes concernées de l’entreprise sont tenus informés avec précision du contrôle interne et du niveau d’exposition aux risques, ainsi que des éventuels axes de progrès enregistrés en la matière et de l’avancement des mesures correctrices adoptées. Cette information est retranscrite notamment au moyen du rapport annuel sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques, mais aussi par des reportings réguliers d’activité, des risques et des contrôles.

Le Président du Conseil d’administration,

LISTE DES CAISSES LOCALES AFFILIEES
CAISSE REGIONALE DE NORMANDIE-SEINE

Nom de la Caisse Locale	Siège social	
AUMALE	Rue René Gicquel	76390 AUMALE
BEAUMESNIL	Rue du Château	27410 BEAUMESNIL
BEAUMONT LE ROGER	19 Rue Saint Nicolas	27170 BEAUMONT LE ROGER
BERNAY	Place du COSNIER	27300 BERNAY
BEUZEVILLE	97 Rue de VERDUN	27210 BEUZEVILLE
BOLBEC	1, place Félix FAURE	76210 BOLBEC
BOSC LE HARD	Rue du Grand TENDOS	76850 BOSC LE HARD
BOURGTHEROULDE	Grande Rue	27520 BOURGTHEROULDE
BRETEUIL/ITON	8, rue Aristide BRIAND	27160 BRETEUIL SUR ITON
BRIONNE	15, rue de la Soie	27800 BRIONNE
BROGLIE	Rue Augustin FRESNEL	27270 BROGLIE
BUCHY	Route de FORGES	76750 BUCHY
CANY BARVILLE	Place Robert GABEL	76450 CANY BARVILLE
CAUDEBEC EN CAUX	Rue de la Vicomté	76490 CAUDEBEC EN CAUX
CITE DE L'AGRICULTURE MULTIPAR	Cité de l'Agriculture	76230 BOIS GUILLAUME CEDEX
CONCHES EN OUCHE	30 Place CARNOT	27190 CONCHES EN OUCHE
CORMEILLES	1 Place du Général de GAULLE	27260 CORMEILLES
CRIQUETOT L ESNEVAL	Place du Général LECLERC	76280 CRIQUETOT L ESNEVAL
DAMVILLE	2 Place de la Halle	27240 DAMVILLE
DIEPPE	200, Grande Rue	76200 DIEPPE
DOUDEVILLE	Place du Général de Gaulle	76560 DOUDEVILLE
DUCLAIR	Rue de VERDUN	76480 DUCLAIR
ECOS	15, rue de BRAY	27630 ECOS
ELBEUF	50, rue des Martyrs	76500 ELBEUF

ENVERMEU	7 Place du Marché	76630 ENVERMEU
ETREPAGNY	18, rue du Maréchal FOCH	27150 ETREPAGNY
EU	10 Place Guillaume le Conquérant	76260 EU
EVREUX	14, rue de GRENOBLE BP 153	27001 EVREUX CEDEX
FAUVILLE EN CAUX	775 Rue Bernard THELU	76640 FAUVILLE EN CAUX
FECAMP	63, 65 rue Jacques HUET	76400 FECAMP
FLEURY SUR ANDELLE	Rue POUYER QUERTIER	27380 FLEURY SUR ANDELLE
FONTAINE LE DUN	Grande Rue	76740 FONTAINE LE DUN
FORGES LES EAUX	11, place BREVIERE	76440 FORGES LES EAUX
FOUCARMONT- BLANGY	Place du Marché	76340 FOUCARMONT
GAILLON	25, avenue du Maréchal Leclerc	27600 GAILLON
GISORS	18, rue du Général de GAULLE	27140 GISORS
GODERVILLE	Place Godard des VAUX	76110 GODERVILLE
GOURNAY EN BRAY	17, place Nationale	76220 GOURNAY EN BRAY
GRAND QUEVILLY	108, avenue des Provinces	76120 LE GRAND QUEVILLY
LE HAVRE	29-33, avenue Président René COTY	76600 LE HAVRE
LES ANDELYS	7 Place Nicolas POUSSIN	27700 LES ANDELYS
LILLEBONNE	11, place Général de GAULLE	76170 LILLEBONNE
LONDINIERES	Place du Marché	76660 LONDINIERES
LONGUEVILLE SUR SCIE BACQUEVILLE	Rue Berthet BURLET	76590 LONGUEVILLE SUR SCIE
LOUVIERS	1, rue DELAMARE	27400 LOUVIERS
LUNERAY	Place du Marché	76810 LUNERAY
LYONS LA FORET	4, rue FROIDE	27480 LYONS LA FORET
MESNIL ESNARD	80, route de PARIS	76240 LE MESNIL ESNARD
MONT ST AIGNAN	Centre Commercial des COQUETS	76130 MONT ST AIGNAN
MONTFORT SUR RISLE	57, rue Saint Pierre	27290 MONTFORT SUR RISLE
MONTIVILLIERS	9, rue René COTY	76290 MONTIVILLIERS

NEUFCHATEL EN BRAY	9, Grande Rue NOTRE DAME	76270 NEUFCHATEL EN BRAY
NONANCOURT	Place Aristide BRIAND	27320 NONANCOURT
PACY SUR EURE	93, rue ISAMBARD - BP 12	27112 PACY S/ EURE CEDEX
PAVILLY	22, rue Jean MAILLARD	76570 PAVILLY
PLATEAU DU NEUBOURG	38, rue de la République	27110 LE NEUBOURG
PONT AUDEMER	2, rue du Maréchal LECLERC	27500 PONT AUDEMER
PONT DE L ARCHE	3 Rue Alphonse SAMAIN	27340 PONT DE L' ARCHE
ROUEN	37, rue Jeanne d'ARC	76000 ROUEN
ROUTOT	Rue Chapelle Brestot	27350 ROUTOT
RUGLES	Rue des Forges	27250 RUGLES
RY	Grande Rue	76116 RY
SAINT ANDRE DE L'EURE	23 Rue du Chanoine BOULOGNE	27220 SAINT ANDRE DE L'EURE
SAINT GEORGES DU VIEVRE	16 Rue de l'Eglise	27450 SAINT GEORGES DU VIEVRE
SAINT ROMAIN DE COLBOSC	Place de la Libération	76430 SAINT ROMAIN DE COLBOSC
SAINT SAENS	Place MAINTENON	76680 SAINT SAENS
SAINT VALERY EN CAUX	16, quai d'AMONT	76460 SAINT VALERY EN CAUX
SOTTEVILLE LES ROUEN	Place de l'Hotel de Ville	76300 SOTTEVILLE LES ROUEN
THIBERVILLE	36 Rue de BERNAY	27230 THIBERVILLE
TOTES-AUFFAY	Route de DIEPPE	76890 TOTES
VALMONT	9 Rue Jules CROCHEMORE	76540 VALMONT
VERNEUIL SUR AVRE	408, rue de LA MADELEINE	27130 VERNEUIL SUR AVRE
VERNON	2 bis, place d'EVREUX	27200 VERNON
YERVILLE	Place du Marché	76760 YERVILLE
YVETOT	29, LE MAIL	76190 YVETOT